

Entretien

Vers la paix et la justice sociale en Colombie ?

jeudi 27 septembre 2012, par [BATOU Jean](#), [GRANDA Rodrigo](#), [TELLEZ Ricardo](#) (Date de rédaction antérieure : 27 septembre 2012).

solidarités a réussi à s'entretenir par téléphone avec Rodrigo Granda, alias Ricardo Téllez, l'un des principaux porte-parole des FARC-EP dans le nouveau dialogue établi avec les autorités colombiennes. Comme celui-ci nous le confirme, il faut resituer ces récents développements dans le triple contexte d'une impasse militaire croissante du conflit colombien, d'une reprise des mobilisations politiques et sociales dans tout le pays, et du poids croissant des gouvernements progressistes de plusieurs Etats du sous-continent sur les rapports de force politiques régionaux.

Jean Batou

Après dix ans d'interruption, pendant lesquels les autorités colombiennes ont abandonné la table des négociations pour intensifier leurs opérations militaires, nous avons appris tout récemment la signature, le 16 août dernier, à La Havane, par les FARC-EP et le gouvernement de Juan Manuel Santos, d'un Accord général « pour mettre un terme au conflit et construire une paix stable et durable ». Comment expliquez-vous le revirement des autorités de Bogotá ? S'agit-il d'un accord de paix ou d'une feuille de route pour un accord de paix ?

Ricardo Téllez : Le gouvernement de Alvaro Uribe a bénéficié du « Plan Colombie ». Il a joui de l'appui économique et technologique, mais aussi du soutien militaire des Etats-Unis - avec déploiement de personnel militaire de ce pays. Il a reçu de l'aide d'Israël et de l'Angleterre, mais aussi d'autres puissances, pour cette guerre contre la majorité de notre peuple. Il a porté le conflit interne à des niveaux jamais atteints. Pourtant, ni la défaite de la guérilla, ni l'avènement d'une ère « post-confliktuelle » dont parlait le gouvernement, n'ont été possibles. Les aspirations de nos ennemis sont restées virtuelles. On a pu voir une guérilla active, remise des coups qu'elle a subis, qui s'est adaptée sans peine aux nouvelles formes de la guerre.

Juan Manuel Santos le reconnaît, puisqu'il parle d'un conflit armé, contrairement à Uribe qui en niait l'existence, et ne voyait que des « terroristes » partout. On peut supposer que le gouvernement et ses mentors étrangers sont arrivés à la conclusion qu'une victoire militaire était impossible à court terme, et qu'ils se sont décidés à dialoguer. De notre côté, au-delà des armes, nous avons toujours défendu un horizon politique de paix et de justice sociale pour la Colombie, dont nous sommes prêts à discuter pour rechercher un accord.

L'Accord Général est un agenda qui permet aux parties d'aborder les thèmes cruciaux et d'exposer leurs visions respectives, pas nécessairement compatibles, et souvent opposées. Pourtant, dans certaines situations, si l'on crée les prémisses adéquates, on peut arriver à des formules qui intègrent, pour l'essentiel, les positions des parties. Celui qui détient le plus doit donner le plus, au bénéfice essentiel de la grande majorité du peuple. En agissant de la sorte, on devrait sans doute pouvoir signer un accord final susceptible d'ouvrir le chemin à une paix stable et durable.

Les FARC-EP ont beaucoup insisté pour associer le plus directement possible les secteurs populaires de Colombie à ces négociations, raison pour laquelle elles exigeaient qu'elles se tiennent en Colombie. En renonçant à cette condition pour tenir des discussions à La Havane, puis à Oslo, voire dans d'autres pays, les FARC-EP n'ont-elles pas fait une importante concession ? Comment comptent-elles associer les mouvements sociaux colombiens à ce bras de fer diplomatique ? Leurs revers militaires de ces dernières années y sont-ils pour quelque chose ?

R.T. Nous parlons d'un dialogue, plutôt que de négociations. Cette nouvelle tentative de discussion entre les FARC-EP et le gouvernement a commencé le 3 mars 2011, en territoire colombien. Ce n'est pas la première fois que les FARC-EP dialoguent à l'étranger : avec le gouvernement Gaviria, au début des années 90, c'était au Venezuela et au Mexique. La question du lieu n'est pas une question de principes. Le gouvernement a répondu à notre demande initiale, et nous avons fait un geste analogue.

Les FARC-EP estiment que la participation populaire est essentielle pour mettre fin au conflit. Lors des « rencontres exploratoires », nous nous sommes battus pendant six mois pour le faire entendre au gouvernement colombien. Une lecture attentive de l'Accord Général permet de percevoir clairement les mécanismes de cette participation, dont nous allons reparler une fois le dialogue officiellement établi. Ce sera une nouvelle phase du processus.

A vos yeux, quelles sont les conditions sociales indispensables pour que le processus de paix puisse avancer ? Les questions du partage des terres, de la restitution des terres spoliées, mais aussi du dédommagement et de l'aide requis par les personnes déplacées, sont évidemment centrales, mais voyez-vous d'autres revendications essentielles ?

R.T. Dans la partie introductive de l'Accord Général, les causes du conflit armé sont largement mentionnées, ce qui permettra de les aborder en détail dans la discussion. Ce sera aussi possible sur chacun des six points convenus avec le gouvernement. Le but de ce dialogue est de toucher aux causes profondes – économiques, politiques et sociales – du conflit, afin de les résoudre, ou de jeter les bases de leur dépassement. Voilà le grand défi ! Si nous y arrivons, s'ouvrira le long chemin qui mène à une paix véritable. Et je ne parle pas de la paix des cimetières, promue par les chefs les plus représentatifs de l'extrême droite colombienne.

Quelles transformations politiques pourraient permettre à cet accord de se concrétiser dans le futur, tant au niveau du fonctionnement de l'appareil d'Etat et de ses institutions, que des droits démocratiques et de la participation populaire à la vie politique ?

R.T. Dans l'Accord Général, il y a un point qui permet d'aborder ce thème, en relation avec la ratification des accords. N'oublions pas que le régime politique colombien est l'un de plus attardés, rétrogrades et violents du monde. Au cours du dialogue on présentera différentes propositions : la conclusion montrera le chemin à suivre.

Sous quelle forme envisagez-vous le développement de procédures judiciaires qui permettent de faire toute la vérité sur les responsables du paramilitarisme, -sur leurs liens avec l'Etat, l'oligarchie, les multinationales et le narcotrafic -, mais aussi de poursuivre effectivement les criminels ?

R.T. Il n'y a pas de modèle unique ; chaque processus a des caractéristiques spécifiques, et celui-ci ne fait pas exception. La dynamique du dialogue permettra de fixer les conditions juridiques requises pour répondre à l'exigence du châtiement des responsables des peines et des souffrances causées à notre peuple. Aujourd'hui, par exemple, les bourreaux se posent en victimes et accusent les insurgés de tous les maux, appuyés par un véritable bombardement médiatique. Nous sommes deux camps en guerre et chacun a sa vision des choses. Les FARC-EP sont les premières intéressées à ce que la Colombie et le monde sachent la vérité sur les origines, le développement et la persistance d'une telle violence dans notre pays. Cette guerre a été imposée à notre peuple par les hautes sphères du pouvoir, et les FARC-EP, comme partie intégrante de ce peuple, ont aussi été victimes de la doctrine caduque de la Sécurité

Nationale, qui voit dans l'organisation de toute protestation un ennemi intérieur à liquider physiquement, même s'il faut pour cela appliquer la politique de la « terre brûlée ».

Dans quelle mesure les mobilisations sociales actuelles en Colombie, mais aussi le contexte politique régional (Venezuela, Equateur, Brésil, etc.) vont-ils permettre à terme aux insurgés de déposer les armes et de se réincorporer à la vie civile ? Cette nouvelle donne peut-elle contraindre l'oligarchie colombienne, et le gouvernement des Etats-Unis qui l'appuie, à renoncer à la violence terroriste contre les mouvements populaires ? Comment éviter une répétition de la tragédie de l'Union Patriotique, dont les militants avaient été assassinés par milliers, de la fin des années 1980 au début des années 2000 ?

R.T. Cela fait plus de vingt ans que l'on n'avait pas vu un tel réveil et une telle participation de la population colombienne aux luttes pour ses revendications. C'est l'élément le plus important qui coïncide avec le début du dialogue avec le gouvernement. De nouveaux mouvements politiques sont apparus et vont apparaître dans le pays, qui peuvent enrichir le débat, pour autant que l'Etat les laisse développer leur activité avec toutes les garanties.

Ce qui nous préoccupe, c'est le début d'une action psychologique de répression, similaire à celle impulsée à l'époque de l'Union Patriotique. Tous ceux qui n'adhèrent pas à la position officielle sont stigmatisés, quand ils ne sont pas assimilés à la guérilla, plus précisément aux FARC-EP.

L'Amérique latine vit un moment particulier qui peut favoriser notre dialogue. Les peuples et les gouvernements de la région et du monde peuvent neutraliser ceux qui veulent poursuivre le terrorisme d'Etat, ou l'appui a des bandes paramilitaires liées à des militaires en service actif ou à d'autres institutions officielles. Il est donc essentiel de dénoncer, d'appréhender et de punir rapidement tous ceux qui souhaitent répéter le génocide subi par l'Union Patriotique. La moindre agression contre un membre de ces nouveaux mouvements doit être investiguée, et ses responsables punis de façon exemplaire. L'impunité et la complicité officielles doivent disparaître.

Depuis les années 60, les FARC-EP se sont battues pour un idéal de justice social et de démocratie populaire, pour la construction d'un projet socialiste et humaniste en Colombie. Nul n'ignore que l'impérialisme et ses subordonnés, comme le régime colombien, feront l'impossible, par n'importe quel moyen, pour défaire, neutraliser, coopter ou tromper leurs opposants.

Dans ce nouveau processus pour la paix, les FARC-EP sont elles disposées à faire des concessions majeures afin de mettre fin au conflit armé et d'obtenir une certaine démocratisation du pays ?

R.T. Nos idéaux ne sont pas négociables. Plus que jamais, nos aspirations socialistes sont d'actualité. Le système capitaliste, dans sa phase impérialiste, encore durcie par les politiques néolibérales, a mis l'humanité dans l'état déplorable qui caractérise le monde contemporain. La crise du système est totale - économique, politique, étatique, militaire, écologique, énergétique, culturelle, des droits humains, de la morale, etc. - et l'ébranle dans son ensemble. La faim, le chômage, le désespoir affectent des millions d'êtres humains. Avec la force d'un tsunami, cette crise entraîne, comme des bateaux de papier, des pays considérés, il y a seulement dix ans, comme des exemples : la Grèce, l'Espagne, le Portugal, etc.

D'autre part, le triomphe de la loi de la jungle dans les relations internationales a permis à un petit groupe de pays riches de piétiner les progrès réalisés au gré de décennies d'efforts mutuels, pour la coexistence entre Etats et nations. Aucune nation de la terre ne peut se sentir en sécurité face à la conspiration des puissances impérialistes, et aux formules mensongères qu'elle impose pour résoudre la crise, alors que celles-ci continuent à accroître leurs dépenses militaires pour garantir leurs privilèges.

L'alternative à cet état de choses ne peut être autre que des sociétés socialistes bâties à partir des conditions spécifiques et des expériences de chaque peuple, sans manuel ni modèle universels. Même les expériences de l'échec dans la construction de sociétés socialistes peuvent nous apprendre, qu'en corrigeant leurs erreurs, de telles sociétés restent notre salut, non seulement pour tel ou tel pays, mais

pour la planète terre et tous ses habitant-e-s.

P.-S.

* A paraître en Suisse dans le n° 214 de « solidarités » du 28 septembre 2012. Traduction de la rédaction.